



Working Paper n°14
« Le respect des femmes, c'est notre culture »
Devenir « experte genre » au Tadjikistan¹

Lucia DIRENBERGER, Université Paris Diderot
Laboratoire de changement social et politique (LCSP)

Dans le contexte post-soviétique, les organisations internationales jouent un rôle majeur dans la construction de la société civile, la mise en place d'un régime libéral et le renforcement des structures étatiques². Ces organisations internationales se donnent aussi pour objectif de transformer les relations de genre et/ou d'améliorer le statut des femmes. Les « expertes genre » ont un rôle particulier dans la diffusion, le transfert et/ou l'appropriation des normes dites internationales³. Dans le cadre de ce travail⁴, je définis les « expertes genre » à partir de trois critères non exclusifs : se présenter professionnellement comme experte genre, être désignée par des salarié.e.s d'organisations internationales comme experte genre, être sur des listes de distribution de la *Gender team group* créée par ONU Femmes, qui se donne pour objectif de diffuser les informations entre les expertes genre œuvrant au Tadjikistan. Ce papier traite des expertes genre du Tadjikistan.

Une analyse des trajectoires des expertes genre permet notamment de comprendre comment s'opère la diffusion du genre dans un contexte national donné, de mettre en avant les usages spécifiques des normes internationales, d'observer les articulations entre la sphère professionnelle et la sphère familiale, et enfin d'interroger la construction des hiérarchies sociales dans un espace défini comme international. Pour ce faire, je mobilise des analyses de récits de vie, d'observations participantes, de recueil de littérature grise (essentiellement des rapports et des matériels de sensibilisation) des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG). Lors de mon séjour de recherche, j'ai conduit trente-cinq entretiens, dix récits de vie et j'ai mené une quinzaine d'observations participantes. Pour développer ce papier, je mobilise huit récits de vie et treize entretiens, ainsi que les observations participantes. Les entretiens ont été menés en tadjik et en anglais, les traductions sont celles de l'auteur.

¹ Ce *working paper* présente des résultats qui sont élaborés dans un chapitre intitulé « Devenir experte genre. Trajectoires et stratégies » dans Ioana Cirstocea, Delphine Lacombe, Elisabeth Marteu (dir.), *La globalisation du genre : mobilisations, cadres d'action, savoirs* (en cours d'évaluation aux Presses Universitaires de Rennes).

² ATLANI-DUAULT Laëticia et POUJOL Catherine (2008), « L'aide internationale en question. Enjeux d'une résistance coloniale, soviétique et post-soviétique en Asie centrale », *Revue Tiers Monde*, n° 193, pp. 37-53.

³ CIRSTOCEA Ioana (2012), « Après la chute du mur de Berlin : voies et formats du féminisme transnational », in F. PICQ, M. STORTI (dir.), *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques. Congrès international féministe*, Paris, Éditions ixé, pp. 160-169.

⁴ Travail réalisé dans le cadre de mes recherches postdoctorales sur l'institutionnalisation de la prévention des violences faites aux femmes au Tadjikistan. Les données ont été recueillies lors d'un séjour de recherche de deux mois (novembre-décembre 2015) à Douchanbe, Khoudjand, Gharm et dans la région du Khatlon.

Les trois trajectoires des expertes genre

J'ai identifié trois trajectoires principales pour devenir experte genre au Tadjikistan. Une première trajectoire est caractérisée par des femmes qui, après l'indépendance du Tadjikistan, mobilisent les expériences, réseaux et compétences acquis à l'époque soviétique lorsqu'elles dirigeaient des structures dédiées aux femmes et à la famille ou occupaient une fonction de députée chargée des politiques à destination des femmes. Ainsi ces femmes fondent les premières ONG de femmes après la chute de l'URSS pour plusieurs raisons. Premièrement, certaines sont écartées des postes de la politique institutionnelle car elles sont identifiées comme Khoudjandi et les reconfigurations politiques post-soviétiques privilégient les forces ex-soviétiques de la région de Koulob⁵. Écartées du pouvoir politique, elles entrent dans le monde associatif en développant des ONG. Deuxièmement, les salaires des fonctionnaires diminuent drastiquement. Ils sont très souvent versés de manière irrégulière voire suspendus pendant plusieurs mois sans rattrapage. Elles espèrent alors des revenus plus élevés et réguliers grâce aux organisations internationales. Troisièmement, certaines souhaitent continuer ce pourquoi elles ont été formées sous l'URSS. Elles décrivent une continuité entre les activités qu'elles menaient à l'époque soviétique et celles des ONG qu'elles découvrent. Elles participent à des conférences internationales, comme par exemple la quatrième conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995. Elles sont ainsi les premières à diffuser les normes et les programmes internationaux sur les droits des femmes au Tadjikistan.

Une seconde trajectoire est caractérisée par des enseignantes et chercheuses qui se forment à cette thématique dès 1997 à Douchanbe dans des séminaires et conférences dispensés par des organisations internationales, notamment par l'Open Society Institute (OSI). Une première conférence sur le genre est organisée à l'Université nationale du Tadjikistan par l'OSI en 1997. L'organisatrice de cette conférence, qui enseignait dans le département des études orientales de cette même université avant la chute de l'URSS, y invite les chercheuses qu'elle fréquentait dans le réseau universitaire. A cette même époque, un centre de ressources sur les femmes et le genre, constitué par l'OSI, est ouvert à l'Université nationale. D'autres organisations internationales telles que l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et ONU Femmes, agence onusienne dédiée à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes, organisent également des séminaires et des ateliers de formation sur le genre en faisant appel à des intervenantes venant d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Encouragées par les organisations internationales, la très grande majorité de ces femmes créent des ONG qui intègrent une dimension genre dans leurs objectifs. Certaines continuent d'enseigner et/ou de mener des recherches au sein de leur université, d'autres cessent leurs activités d'enseignement et de recherche dans le cadre des universités publiques ou à l'Académie des sciences pour se consacrer entièrement à leurs activités au sein des ONG. Très rapidement, elles sont sollicitées par les organisations internationales pour produire des rapports. La rédaction de ces rapports, qui traitent explicitement des femmes et/ou du genre, leur assure une reconnaissance dans le milieu des organisations internationales comme experte genre. Si elles peuvent être à nouveau sollicitées pour d'autres recherches et d'autres rapports, elles ne sont pas salariées des organisations internationales mais elles sont recrutées par ces dernières pour des missions courtes en tant qu'experte extérieure. Ces expertes genre contribuent à la visibilité du mouvement des femmes au Tadjikistan en publiant notamment des rapports et des magazines en tadjik et/ou en russe sur les femmes et sur le genre. Elles sont sollicitées par les organisations internationales pour représenter la société civile lors des tables

⁵ DUDOIGNON Stéphane et JAHANGIRI Guissou (1994), « Le Tadjikistan existe-t-il ? Destins politiques d'une "nation imparfaite" », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 18, juillet-décembre, pp. 5-12.

de négociations avec l'État. Elles sont également invitées par les organisations internationales à participer à des événements internationaux sur le genre et/ou les femmes.

Les femmes qui connaissent ces deux premières trajectoires sont touchées, à partir de la fin des années deux mille, par la baisse des financements internationaux pour les programmes genre. En effet, après dix ans de développement et de renforcement de leurs capacités, elles constatent une réduction de la demande de rapports et de programmes sur le genre et/ou les femmes. Faute de financement, quelques unes cessent leurs activités au sein des ONG et elles ne retrouvent que très difficilement du travail. Cette diminution des financements et la peur de l'absence de revenus entraîne davantage de compétition entre ces expertes, qui rapportent des tensions accrues entre elles, rendant difficiles, voir impossibles, des actions communes.

Enfin un troisième groupe connaît une autre trajectoire. Des femmes deviennent expertes genre en occupant au préalable des postes au sein d'organisations internationales pour travailler sur des domaines différents tels que les programmes d'aide aux réfugiés, la santé, l'observation des élections, etc. En poste dans une organisation internationale, elles découvrent alors les départements genre ou les organisations internationales spécifiquement dédiées aux femmes et/ou au genre comme ONU Femmes. Ces expertes genre bénéficient d'un salaire régulier et mensuel qui constitue leur principale motivation pour rejoindre les organisations internationales. Cependant, leurs contrats sont établis sur une période déterminée allant d'un à trois ans, d'après les données recueillies. Les offres d'emploi étant réduites et les possibilités de mobilité hors du Tadjikistan peu nombreuses, elles témoignent de la peur d'un non renouvellement de contrat et d'une dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

Les violences faites aux femmes : sphère familiale et sphère professionnelle

Dans cette partie, il s'agit de mettre en évidence les articulations entre sphère familiale et sphère professionnelle. Certaines expertes genre explicitent les inégalités et les discriminations qu'elles subissent en tant que femmes dans la sphère familiale et professionnelle. Elles n'opèrent pas toujours les mêmes stratégies dans les deux sphères :

N'importe où, où je vais, la première question c'est « quel âge avez-vous ? » et ensuite « êtes-vous mariée ? »⁶. J'ai aussi rencontré ces problèmes à l'intérieur de ma famille. Parce que ma mère disait que les voisins, les proches, les gens dans n'importe quel événement auquel elle se rendait, lui demandaient d'abord « pourquoi votre fille ne se marie pas ? ». Elle ne se sentait vraiment pas à l'aise avec ça. Elle était tout le temps inquiète. Et elle me demandait : « pourquoi ? pourquoi ? pourquoi ? ». Donc je disais : « Maman, je me concentre sur mon travail. Je vais bien. Je me sens bien ». (...) Mais de toute façon, en dehors de ma famille aussi c'est toujours la même première question où que j'aille, même quand je travaille avec des villageoises : « Quel âge avez-vous ? ». J'ai peur parce que quand je disais mon âge [plus de 40 ans], elles étaient vraiment choquées. Elles ne peuvent pas comprendre pourquoi [je ne suis pas mariée]. Donc pour éviter encore une fois une longue discussion à propos de ça, je dis que j'ai 26-28 ans ou 30 ans. Je dis que je ne suis toujours pas mariée mais bientôt. Donc j'évite le problème.

La sphère professionnelle peut représenter une ressource pour fuir un environnement familial violent. Comme de nombreuses femmes⁷, les expertes genre n'échappent pas aux violences

⁶ Si le statut de non-marié pèse aussi sur les hommes, il est structuré sur les inégalités entre les hommes et les femmes. Les femmes subissent davantage de pression et de manière plus précoce pour se marier que les hommes.

⁷ 50 % des femmes disent avoir été victimes d'au moins une des trois formes de violence (sexuel, physique, psychologique) (SHARIPOVA Muborak & FABIAN Katalin (2010), "From Soviet Liberation to Post-Soviet Segregation Women and Violence in Tajikistan," in Katalin Fabian (ed.), *Domestic Violence in Postcommunist States*, Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press, p. 145). L'enquête menée par Robin Haarr auprès de 400 femmes dans la région de Khatlon révèle que 58 % des femmes déclarent avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles exercées par leur mari et 19,3 % affirment avoir été victimes des deux types de violences (HAARR Robin (2010), "Suicidality Among Battered Women in Tajikistan," *Violence*

faites aux femmes. L'accès à un emploi, même à durée déterminée et de court terme, représente pour certaines expertes genre la possibilité de quitter le foyer dans lequel elles subissent des violences au quotidien. En effet, plusieurs expertes rencontrées témoignent de l'importance de la mobilité que permet leur emploi au sein des organisations internationales afin de s'extraire d'une situation de violence. L'éloignement du foyer où se produit la violence devient un argument supplémentaire pour rejoindre les organisations internationales. C'est le cas pour cette experte nationale, victime de violences physiques, sexuelles, psychologiques et économiques de la part de son conjoint, et qui entreprend des démarches pour s'expatrier. Apprenant qu'elle est enceinte, elle accepte la mission qu'on lui propose dans un pays, pourtant en guerre :

Mon idée était de partir [dans un pays en guerre⁸] et de construire ma carrière, et de ne plus jamais revenir dans cette famille [sa belle-famille]. C'était ma décision mais je ne savais pas que j'étais enceinte. (...) J'ai dit à mon mari que je partais pour [ce pays en guerre]. Bien sûr c'était tout une histoire : « Non. J'ai décidé que tu n'irais pas. Et mes parents aussi ont décidé que tu n'irais pas ». Et j'ai répondu que non : « J'ai pris très peu de décisions dans ma vie, mais quand j'en prends une, je m'y tiens ». (...) Et mon salaire [dans un pays en guerre] était le triple, voire plus, que ce que je gagnais au Tadjikistan. C'est ça qui a intéressé mon mari. (...) Mon contrat était seulement de six mois. Je me suis rendue compte que j'étais enceinte [avant de partir]. (...) Ça a été encore une grosse bataille [avec mon mari] mais j'ai dit « non, j'y vais. J'ai signé mon contrat ». Mais la raison la plus importante pour moi de partir, ce n'était pas l'argent, c'était de partir de cette situation et d'être loin de mon mari. Quand j'ai su que j'étais enceinte, je ne voulais pas que mon enfant supporte tout ça. (...) Même si [le pays en guerre] n'était pas sûr, je voulais quand même y aller. J'étais beaucoup plus en sécurité là-bas⁹.

Après avoir subi dix ans de violences conjugales, cette femme quitte son époux trois mois après son accouchement. Son père lui demande alors de quitter le pays – ou au moins la région – pour ne pas avoir à supporter le déshonneur qu'un divorce représente pour cette famille appartenant aux classes sociales les plus élevées. Elle profite alors de la possibilité offerte par l'organisation internationale de changer de ville et de région à l'intérieur du pays.

Cette situation n'est pas un cas isolé. Une autre experte genre utilise également la mobilité que nécessite son emploi pour fuir une situation de violence exercée par sa famille à la suite de sa séparation avec un conjoint violent. Les violences sont telles qu'elle hésite à retourner dans sa belle-famille, aux côtés de son conjoint. Elle postule à un emploi dans une autre ville. Sa candidature est acceptée. Elle vit pendant un certain temps dans la *guesthouse* de l'organisation internationale. La séparation physique de la famille et de la belle-famille accroît l'autonomie financière des expertes genre victimes de violences. En effet, dans les cas évoqués, elles ne redistribuent plus tout l'argent ou en partie qu'elles gagnent à la famille ou à la belle-famille. Pour plusieurs expertes genre, la sphère professionnelle apparaît alors comme une ressource majeure pour quitter une situation de violences.

Leurs expériences en tant que femmes victimes de violences sont avancées par certaines pour justifier de leur volonté de travailler en tant qu'experte genre. Elles souhaitent partager et mobiliser leur parcours personnel pour mieux dialoguer avec les femmes victimes de violences ou alors pour mieux saisir et mettre au jour les obstacles sociaux, économiques, juridiques à la cessation des violences envers les femmes.

Against Women, vol.16 ; n°7, p. 775). Les trois auteures affirment que l'augmentation des violences domestiques après la chute de l'URSS est liée à la guerre civile qui a eu pour conséquence une situation économique critique et une instabilité politique.

⁸ J'ai recours au terme de « pays en guerre » afin d'assurer l'anonymat de l'experte genre interviewée.

⁹ Entretien avec une experte genre d'une organisation internationale, années 2010.

Expertes genre et hiérarchies

Au sein des organisations internationales, les expertes genre du Tadjikistan subissent un certain nombre de violences à l'intérieur des organisations internationales. Elles sont plusieurs à faire part de formes d'harcèlement sexuel de la part de leurs collègues masculins. Dans certains cas, elles sont même exclues de l'organisation internationale par le biais d'un licenciement ou du non renouvellement de leur programme par les personnes mêmes qui les harcèlent. La plupart ne dénoncent pas le harcèlement sexuel qu'elles subissent par peur de représailles de leurs agresseurs ou par peur de ne plus être recrutées au sein des organisations internationales.

De plus, il existe des inégalités importantes entre les expertes genre internationales et nationales, qui fragilisent la position de ces dernières au sein de la structure où elles travaillent. Pour celles qui travaillent au sein des organisations internationales, les contrats des expertes genre nationales peuvent être reconduits mais ne le sont pas de manière systématique. Dans le cas d'un non-renouvellement, les possibilités de mobilités professionnelles sont beaucoup plus réduites que pour les expertes genre internationales qui peuvent multiplier leurs candidatures à l'étranger. Elles parviennent très difficilement à obtenir les postes les plus élevés, ces derniers étant majoritairement réservés à des expertes genre expatriées. Contrairement aux expertes genre internationales, les expertes genre nationales sont recrutées sur la base d'un salaire dit local. Selon les données dont je dispose, ces salaires atteignent respectivement un maximum de 8 800\$¹⁰ et 2 200\$¹¹. De la même manière, les expertes internationales recrutées pour l'écriture d'un rapport, la réalisation d'un atelier de formation, le soutien à la mise en place d'un programme sur le genre et/ou les femmes sont plus rémunérées (jusqu'à 900\$/jour d'après les données qui me sont accessibles) que les expertes nationales (100\$/jour). Si ce salaire reste bien plus élevé que celui des femmes salariées des associations de femmes (environ 20\$/mois), elles sont néanmoins nombreuses à dénoncer ces inégalités salariales dans des échanges informels.

Enfin, si les expertes genre nationales sont en bas de la hiérarchie professionnelle de l'expertise genre, elles proviennent toutes d'une classe urbaine favorisée de l'ex-URSS, qu'elles aient rempli des fonctions universitaires et/ou politiques à l'époque, ou qu'elles soient les filles d'anciens dirigeants soviétiques. Cette position sociale se traduit, pour la très grande majorité des expertes genre, par la production d'une différence systématique entre femmes rurales et femmes urbaines dans leurs analyses sur les relations de genre au Tadjikistan. En effet, si elles décrivent les femmes urbaines (*zaroni shari*) comme modernisées, éduquées, actives et conscientes de leurs droits, elles affirment que les femmes rurales ou montagnardes (*zaroni kuhestani*) sont archaïques, incultes, inactives et sans connaissance sur leurs droits. Cette dichotomie rural/urbain est une construction politique et sociale. D'une part, parce que l'urbain se réduit à la capitale Douchanbé et à Khoudjand, ignorant ainsi les autres villes du pays ; d'autre part, parce que cette dichotomie occulte de nombreuses situations sociales et économiques. Ainsi les femmes économiquement pauvres des villes, non éduquées et/ou sans emploi sont occultées de la même manière que le sont les femmes rurales instruites, de classes sociales moyennes ou supérieures. De plus, le travail des femmes rurales, qu'elles soient employées (par exemple comme enseignantes), agricultrices, ou simplement en charge du foyer familial, est rendu invisible.

¹⁰ Cette experte internationale n'occupe pas le poste le plus élevé des expertes internationales rencontrées.

¹¹ Cette experte occupe le poste le plus élevé des expertes nationales rencontrées.

Résistances au genre et stratégies de légitimation des expertes

Comme dans de nombreux contextes, les expertes genre doivent faire face, hors des organisations internationales mais aussi en leur sein, à l'indifférence, au mépris ou aux réticences pour la mise en pratique de programmes genre ou la production de données sur le genre. Hors des organisations internationales, elles affrontent l'argument selon lequel le genre serait un élément étranger à la culture tadjike et qu'il serait considéré comme une influence occidentale qui participe de la destruction de la société. Cet argument de l'altérité du genre et/ou du féminisme est largement documenté par les chercheuses féministes depuis les années quatre-vingt¹². Afin de contrer cet argument, certaines expertes genre déploient des stratégies pour donner un ancrage local au genre.

D'abord, cet ancrage local de la cause des femmes s'opère par la religion et/ou la culture. Certaines expertes produisent des documents de sensibilisation sur la planification des naissances, sur la responsabilité du père, sur la protection au HIV à partir d'interprétations du Coran. Elles travaillent également en étroite collaboration avec des représentants religieux dans le cadre de programme sur la prévention de la violence domestique¹³. Ainsi certains religieux sont salariés par des ONG, d'autres sont invités à des ateliers de formation à la prévention des violences domestiques. D'autres expertes mobilisent la culture comme un argument dans la lutte contre les violences. Ainsi en 2015 le slogan de la campagne d'ONU Femmes pour les « 16 jours contre les violences sexistes » au Tadjikistan, créée par une experte du Tadjikistan est « le respect des femmes, c'est notre culture ». Par ailleurs, de nombreuses expertes genre ancrent localement la cause des femmes en produisant un travail de disqualification du féminisme. Elles sont nombreuses à expliquer leur positionnement contre le féminisme, qu'elles décrivent comme une guerre entre les femmes et les hommes, ou comme un mouvement qui serait trop « violent » ou « extrême » pour la société tadjike. Elles insistent ainsi sur la nécessité de transformer les mentalités de manière progressive, contrairement à ce que représente le féminisme pour elles.

Au sein des organisations internationales, elles rencontrent aussi des obstacles pour mettre en place les programmes genre malgré une volonté affichée de soutenir ces programmes :

Le *gender* [au sein de l'organisation], c'est un peu le truc où quand tu parles avec tes collègues, ils disent : « franchement, c'est débile, c'est n'importe quoi, c'est la blague, une tarte à la crème ». Le *gender mainstreaming*, il suffit de le dire pour que tout le monde rigole, tout le monde sait que c'est bidon, c'est un peu l'incarnation de l'hypocrisie du côté *processing* de développement et d'implantation des programmes¹⁴.

Les expertes développent alors des arguments pour justifier l'approche genre auprès de leurs collègues. Ainsi, elles sont nombreuses à avancer des thèses utilitaristes comme le montre cet entretien avec une experte genre qui conduit des séminaires de sensibilisation au genre et travaille à l'intégration du genre dans les programmes d'une organisation internationale :

Au départ, ils n'ont pas compris. Mais j'ai mis en place des jeux de rôle et j'ai présenté des expériences au sein d'autres projets. Je prenais un exemple de projet qui a échoué et je leur demandais d'expliquer la cause de cet échec. (...) Le personnel [en charge du programme] est arrivé dans un village, a rencontré les représentants qui sont des hommes et leur a parlé du projet. Il s'agissait d'un projet de reforestation. Ils se sont mis d'accord et ont commencé la réalisation.

¹² Par exemple en Inde, JAYAWARDENA K. (1986), *Feminism and Nationalism in the Third World*, Avon: Bath Press ; au Pakistan, ROUSE S. (2004), *Shifting Body Politics: Gender Nation State in Pakistan*, New Delhi: Kali for Women ; en France, BARGEL L., FASSIN É., LATTE S. (2007), « Usages sociologiques et usages sociaux du genre. Le travail des interprétations », *Sociétés & Représentations*, n° 24, pp. 59-77.

¹³ DIRENBERGER L. (2014), « Genre, religion et nation au sein des associations de prévention de la violence domestique au Tadjikistan », *Sociétés contemporaines*, n° 94, vol. 2, pp. 69-92.

¹⁴ Entretien avec un salarié d'une organisation internationale, juin 2011.

Mais le projet a échoué. (...) Il a échoué car les femmes n'étaient pas incluses dans le processus alors qu'elles ont un rôle majeur dans la division du travail. (...) Faire grandir, arroser les plants d'arbres, c'est de la responsabilité des femmes dans les villages. (...) Donc les hommes ne savaient pas le faire correctement. (...) La fois suivante, le personnel [en charge du projet] est venu dans le village et a invité les hommes et les femmes, et leur a expliqué l'objectif du projet. Depuis, le projet marche très bien parce que les femmes sont prises en compte et qu'elles font leur part du travail : elles ont arrosé et se sont occupés des plants. Et les hommes ont fait leur travail. Et le projet a été une réussite¹⁵.

Les expertes genre développent ainsi des arguments pour légitimer le genre à l'intérieur et à l'extérieur des institutions. À partir de ces justifications, des usages et des définitions spécifiques du genre se dessinent en creux. On observe ainsi la production d'un genre qui se définit, dans de nombreux cas, par la complémentarité de sexe.

Pour conclure, ces premières analyses de terrain permettent de nourrir le projet de recherche postdoctoral que je mène actuellement sur l'institutionnalisation de la prévention des violences faites aux femmes au Tadjikistan. En effet, l'analyse des trajectoires des expertes genre permet de montrer l'usage spécifique qu'elles font des organisations internationales et de leurs normes, en fonction des espaces et des contextes de pratique. Elle permet de révéler les différentes stratégies qu'elles mobilisent à différents niveaux pour ancrer le genre dans un espace local et international. Enfin, une analyse plus détaillée de ces données permettra sans doute d'interroger les articulations entre appartenance de classe sociale et production des savoirs et des pratiques ; des articulations encore peu questionnées au Tadjikistan, et plus généralement en Asie centrale.

¹⁵ Entretien avec une experte genre en novembre 2015.